

V.

La renaissance de l'industrie française sera écologique, sociale et démocratique ou ne sera pas

Gabriel Colletis,

professeur agrégé de Sciences économiques à l'université de Toulouse 1 et membre du conseil d'administration de l'Association française d'Économie politique

Contrairement à ce que prétend faire le gouvernement, un nouveau développement de l'industrie, écologique et socialement efficace, requiert des changements profonds dans les pouvoirs au sein des entreprises et dans les critères qui guident leurs choix d'investissements.

La crise sanitaire a cruellement mis en évidence les conséquences de la faillite de l'industrie française. Au-delà des pertes d'emplois massives liées à la désindustrialisation, de la fragilisation de nombre de territoires de notre pays, de l'extrême dépendance désormais de la production comme de la consommation aux importations (qu'il s'agisse des machines et des consommations intermédiaires dont les entreprises ont besoin pour produire ou des biens durables consommés par les ménages), le déclin de l'industrie française a amplifié les conséquences catastrophiques de certains choix opérés en matière sanitaire¹. Il ne fait nul doute que l'absence prolongée de masques produits en France, de gel hydroalcoolique, de blouses, de respirateurs, de principes actifs entrants dans la fabrication des médicaments ou des tests, de vaccins produits sur le territoire national aura eu des effets très directs sur la mortalité. La crise sanitaire, qui a provoqué en 2020 un recul historique du PIB de l'ordre de 10 points, a ainsi joué comme révélateur macabre de la défaillance industrielle française.

Depuis mars 2020, le gouvernement et le Président de la République ont multiplié les annonces visant à montrer qu'ils avaient (enfin) pris la mesure des effets de la désindustrialisation et qu'ils voulaient stopper ce processus jugé à présent néfaste après qu'il ait été considéré comme inéluctable, voire souhaitable au nom de la « modernité » et de la construction d'une société « post-industrielle ».

Nous n'entrerons pas ici dans l'analyse des mesures adoptées par le gouvernement, pour l'essentiel incluses dans le plan dit de « relance » annoncé en septembre 2020 et dans celui présenté en octobre désigné sous le vocable « France 2030 »

La perspective dans laquelle nous nous situons est autre : éclairer en quoi un nouveau développement de l'industrie et des services suppose des changements très profonds dans l'organisation institutionnelle des pouvoirs au sein des entreprises mais aussi une transformation très substantielle s'agissant des choix stratégiques privés comme publics. La perspective générale dans laquelle ces choix doivent se situer est celle d'un nouveau modèle de développement assurant une véritable renaissance d'une industrie au service des besoins fondamentaux, reconnaissant la place centrale du travail et des travailleurs, protégeant la nature.

Les erreurs ou illusions contenues dans les plans gouvernementaux

Depuis le début de la crise sanitaire, le président de la République et le gouvernement, adoptant souvent un langage martial, ont multiplié les déclarations afin de montrer aux Français, peu convaincus de la capacité du pays à faire face à la crise sanitaire, constatant que celle-ci n'avait pas été anticipée convenablement par les pouvoirs publics, que désormais le mandat était clair : ne pas répéter les erreurs d'hier et penser le monde de demain.

Il est vrai qu'après la crise sociale dite des « gilets jaunes » et sur fond d'une crise écologique dont personne ne pense qu'elle va s'estomper mais dont on prend conscience progressivement des liens étroits qu'elle entretient avec la crise sanitaire, le gouvernement ne pouvait laisser s'installer l'impression d'une inaction, sauf à courir le risque d'une lourde sanction politique. Deux plans auront ainsi été an-

noncés et des dizaines de milliards d'euros engagés pour, a-t-il été dit, soutenir l'économie et préparer le monde de demain. Il ne fait aucun doute que telle ou telle mesure sera allée dans le bon sens, voire même que l'ensemble des mesures annoncées dispose d'une réelle cohérence. Pourquoi alors considérer que ces plans risquent de rater leur finalité, préparer véritablement le monde de demain ? D'après nous, trois erreurs ou illusions sont au cœur des mesures annoncées et obèrent par conséquent le changement de monde qu'elles sont supposées engendrer. La première erreur est de séparer transition écologique, développement économique et bien-être social. La deuxième est de considérer qu'il existerait une « fée technologie » et qu'il suffirait que celle-ci touche de sa baguette l'industrie française pour que celle-ci s'éveille. La troisième erreur est celle qui consiste à penser que la finance actuelle peut largement être mise au service de la transition écologique et du développement des activités productives.

Favoriser la démocratie pour promouvoir un développement à la fois écologique, économique et social

Certains ont pu vivre dans leur vie une opposition entre gérer les fins de mois et se préoccuper de la fin du monde, considérant que le premier terme s'imposait dans son urgence absolue. Nous ne doutons nullement, bien au contraire, qu'une telle opposition revêt un caractère bien réel ou concret pour nombre de Français auxquels on annonce qu'il va falloir qu'ils fassent des sacrifices pour sauver la planète, qu'ils soient « frugaux » alors qu'ils ne sont déjà pas en mesure de vivre dignement. Comme souvent, si ceux qui vivent des dilemmes ne disposent pas des moyens de les résoudre, ceux qui ont contribué à les façonner portent la responsabilité entière. En d'autres termes, ce sont ceux qui ont provoqué par leurs choix un choc de temporalité entre le court terme et le long terme qui portent une responsabilité dont ils ne sauraient se défausser sur ceux qui subissent ce choc et n'ont pas à l'assumer. Ce choc s'exprime aujourd'hui de multiples manières : la croissance contre le développement, la rentabilité financière contre la compétitivité de long terme.

Se situer dans une perspective de développement durable, « durer » dans les termes humanistes définis par certains philosophes ou anthropologues², suppose une démarche qui intègre transition écologique et développement économique dans le temps long. Cette intégration, porteuse de progrès social, ne peut se faire sans développement de la démocratie dans la société dans son ensemble comme dans chacune de ses composantes, l'entreprise en particulier. C'est pourquoi la perspective d'une nouvelle République sociale et écologique, quoiqu'encore floue, fait sens comme font sens les propositions consistant à développer l'« écodétermination » dans les entreprises en considérant les travailleurs comme une partie constituante de l'entreprise³.

Mettre les travailleurs et la démocratie au centre d'un nouveau modèle de développement

Assurer simultanément le développement des activités productives et la transition écologique, quand cette option intégratrice est retenue, est souvent présenté comme une équation dont la résolution passe par une finance (plus verte) et des choix technologiques basés sur des solutions

dites « intelligentes », au premier rang desquelles on trouve le numérique, les big data et l'intelligence artificielle.

Les illusions de la finance verte ont bien été montrées par un ouvrage récent⁴. Nous ne les analyserons pas dans le présent papier, nous limitant à observer que le financement de la transition écologique ne peut se faire avec des marchés financiers qui sont myopes, orientés par le court terme. Ce financement implique une vision longue qui ne peut être que celle de financements publics ou citoyens. Technologie et écologie sont fréquemment présentées comme inséparables. Pour assurer la transition écologique, lutter contre le changement climatique, seuls des investissements massifs dans les nouvelles technologies rendraient possibles les changements nécessaires dans les façons de produire et de consommer.

Cette proposition, si elle comporte assurément des éléments de vérité, ne doit pas dissimuler les limites, voire les dangers liés aux nouvelles technologies, numériques en particulier. Des chercheurs⁵ ont ainsi pu remarquer que si « omniprésent, le numérique aide à affiner notre connaissance du monde, il entraîne des effets rebonds⁶ directs, indirects et systémiques. Dans une logique de croissance, il renforce la logique d'accélération dans laquelle nous sommes pris ». D'autres chercheurs ont pour leur part mis l'accent sur le fait que les technologies sont loin d'être neutres et peuvent entraîner un net recul de la démocratie⁷. D'autres chercheurs, enfin, travaillent actuellement sur les conditions qui pourraient permettre aux membres d'une organisation (entreprise, hôpital, collectivité territoriale, etc.) de se saisir des systèmes d'informations pour faire progresser la démocratie, ce qui est loin d'être toujours le cas, les systèmes d'information le plus souvent étant un obstacle à celle-ci⁸.

Bref, technologie, écologie et développement économique et social ne peuvent aller de pair que si les choix effectués à l'échelle de la nation comme à celle de ses différentes composantes, les entreprises et tous les lieux où s'exerce le travail en particulier, sont effectués dans le respect d'une démocratie véritable, que celle-ci repose sur le consensus ou sur le consentement.

1. Le nombre de lits en soins intensifs en 2017 était en moyenne de 3,5 pour 1 000 habitants pour les pays de l'OCDE, de 7 pour le Japon, de 6 pour l'Allemagne, de 3,6 pour la Grèce et de 3 pour la France. <<https://atlasocio.com/classements/sante/infrastructures/classement-etats-par-nombre-de-lits-en-soins-intensifs-pour-1000-habitants-monde.php>>.

2. Lire l'ouvrage de Pierre Caye, Durer, *Éléments pour la transformation du système productif*, Les Belles Lettres, 2020.

3. <https://www.meshs.fr/page/datas/files/docs/rapport_favereau_oit.pdf>.

4. Alain Grandjean et Julien Lefournier, *L'illusion de la finance verte*, Les Éditions de l'Atelier, 2021.

5. Pierre-Yves Longaretti et Françoise Berthoud, « Le numérique, espoir pour la transition écologique ? », Revue *L'Économie politique*, n° 90, mai 2021.

6. Les effets dits « rebonds » sont liés à une augmentation de l'efficacité. L'effet pervers est de deux ordres. Les nouvelles « solutions » ne se substituent généralement pas aux anciennes mais s'y ajoutent pendant des périodes assez longues (la 5G ne fait pas disparaître les réseaux existants en 4 ou en 3G). Surtout, de nouveaux usages, de nouvelles applications se développent, entraînant le besoin de nouveaux équipements et, s'agissant du numérique, un accroissement des données générées.

7. Irénée Régnauld et Yaël Benayoun, *Technologies partout, démocratie nulle part*, FYP, 2021.

8. <<https://si2d.hypotheses.org>>.